

LE BARS Lesly – 2nde D
DAVANZO Mathieu – 1^{ère} ESI
DULHOSTE Thibaud – 1^{ère} ESI

L'APPEL DU 18 JUIN 1940 DU
GENERAL DE GAULLE ET SON
IMPACT JUSQU'EN 1945.

Sommaire

- Introduction : La situation de la France avant l'appel du 18 juin 1940
- 1^{ère} Partie : Le Général De Gaulle
Le refus de la défaite
La diffusion de l'Appel
Les différents textes de l'Appel
- 2^{ème} Partie : La portée de l'Appel dans le monde
- 3^{ème} Partie : Réaction et engagements de la France
- Conclusion : la situation de la France jusqu'en 1945.

Après 9 mois de « [Drôle de guerre](#) » marqués par l'absence de combats, l'Allemagne profite d'une baisse de la vigilance des Français pour, en mai 1940, lancer une offensive dévastatrice sur les Alliés. Les Allemands vont envahir successivement, la Belgique, les Pays-Bas et la France. Lors de la « Blitzkrieg » (guerre-éclair) notre armée française que l'on croyait à l'époque « invincible » a été battue par les troupes du « Wehrmacht » en moins d'une semaine .Le 17 Juin 1940, le Maréchal Pétain qui était à l'époque, l'actuel Président du Conseil, appelle à cesser le combat. Il va signer un armistice avec Adolf Hitler le 22 Juin 1940, contraignant ainsi les Français à partager la France en plusieurs territoires. Cette armistice va mettre fin à la République et instaurer un nouveau régime : L'Etat Français.

En première partie de cet exposé, nous verrons tout d'abord qui était le Général de Gaulle, puis l'appel du 18 juin 1940 une parole diffusée dans le monde entier montrant un refus de la défaite et enfin les différents textes qui font partis de l'Appel. En seconde partie nous mettrons en valeur la portée de l'Appel à travers le monde et enfin en dernière partie, nous étudierons la réaction et les engagements de la France face à cet Appel à la résistance.

I. Le Général Charles de Gaulle : Le refus de la défaite.

A. Qui était le Général De Gaulle ?



Surnommé « le petit Lillois de Paris », Charles de Gaulle est né le 22 novembre 1890 à Lille, dans cette région où les invasions successives ont mis en place une sorte de devoir et de sentiment patriotique. Sa génération qui a été fortement marquée par la défaite de 1870, est également imprimée d'une idée de vengeance à l'égard de l'Allemagne. Il s'engage dans la première Guerre Mondiale comme lieutenant. Il est promu Capitaine en septembre 1915. En 1916, il est fait prisonnier des Allemands et subit 32 mois de captivité. Il est libéré après l'armistice en novembre 1918. De 1919 à 1921 il est envoyé en Pologne. Il revient en France en 1921 et est admis à l'école supérieure de guerre en 1922. En 1925, il est détaché à l'état-major du Maréchal Pétain. En 1931, il est affecté au secrétariat général de la défense nationale à Paris. Durant cette période, il publie plusieurs articles sur sa conception de l'armée qui le font remarquer. Il fait preuve d'indépendance d'esprit et développe l'idée qu'il se fait du chef de l'armée. Le 5 juin 1940, Paul Reynaud, l'actuel président du conseil, le nomme sous secrétaire. A la démission de Reynaud, il s'envole pour Londres d'où il lancera son Appel, le 18 juin.

B. La journée du 18 Juin 1940

Le Général De Gaulle, encouragé par le Premier ministre britannique, Winston Churchill, décide de réagir face à la demande d'armistice du Maréchal Pétain au 17 Juin 1940. Il rédige alors un discours refusant la défaite et appelant les Français et alliés à la poursuite du combat. Il prononce son discours à la radio de Londres le soir du 18 Juin 1940. Il n'existe pas d'enregistrement de cet appel qui fut conservé, seulement des témoignages du Général et de



certaines de ses proches collaborateurs. Celui-ci nous confiera dans le tome 1 de ses mémoires (*L'Appel, 1940-1942*) que « la première chose à faire était

de hisser les couleurs ». « À quarante-neuf ans, [il entra] dans l'aventure, comme un homme que le destin jetait hors de toutes les séries. » D'après le récit de son officier d'ordonnance, Geoffroy de Courcel, « le Général qui venait d'apprendre la demande d'armistice annonça son intention de lancer un appel le lendemain à la BBC et en exposa les thèmes. Il expliqua longuement pourquoi Pétain avait formé le Gouvernement de l'armistice et comment celui-ci serait de plus en plus entraîné vers la trahison. » Ainsi s'ouvrit alors pour lui, « la période la plus exaltante de [sa] vie. » Pour René Mouchotte, « la France doit rester la France et son cœur bat toujours. » Cette journée du 18 Juin 1940 va ouvrir sur la France, une possibilité de rester libre.

C. La diffusion de l'Appel.

Peu de Français ont entendus l'Appel du Général de Gaulle le 18 juin. Un plus grand nombre de la population ont pris connaissance de ce discours par

ouï-dire ou par quelques journaux et radios étrangères comme Radio-Stuttgart et Radio-Luxembourg l'ayant repris. Dès le 20 Juin, quelques volontaires se présentèrent devant de Gaulle, à Seymour Place. La première personne fut un chauffeur personnel d'un industriel anglais. Il y eut également quelques personnalités qui s'annoncèrent. Comme Denis Saurat, directeur de l'Institut français à Londres ou encore Pierre Maillaud, journaliste à l'agence Havas qui deviendra l'une des voix de l'émission française de la BBC « Les Français parlent aux Français » sous le nom de Pierre Bourdan.

Le Gouvernement Britannique reconnaît Charles de Gaulle, le 28 juin, comme « chef de Français libres ».



D. Un appel suscitant plusieurs écrits

L'appel du Général de Gaulle, n'est pas seulement l'Appel du 18 Juin 1940, mais c'est aussi le discours du 22 Juin 1940, qui fait opposition à l'armistice Franco-allemande qui au même moment est signée par Pétain et Hitler, à Rethondes, dans le même wagon dans lequel avait été signé l'armistice de 1918. Dans son discours, De Gaulle fait une analyse plutôt visionnaire quant au rôle de la France dans cette guerre, il développe des arguments qu'il ne fait qu'esquisser dans son appel du 18 Juin. De Gaulle prononce à nouveau son discours à la B.B.C de Londres. Il est diffusé aux environs de 20h30, peu après la signature à Rethondes, en forêt de Compiègne, de l'armistice franco-allemande entre Pétain et Hitler. *Ci-après le texte intégral du discours du 22 Juin.*



Signature de l'armistice Franco-allemande
Rethondes, Forêt de Compiègne
22 Juin 1940



Armistice Franco-allemande

Discours du 22 Juin 1940, BBC de Londres, Général de Gaulle

Le gouvernement français, après avoir demandé l'armistice, connaît, maintenant, les conditions dictées par l'ennemi.

Il résulte de ces conditions que les forces françaises de terre, de mer et de l'air seraient entièrement démobilisées, que nos armes seraient livrées, que le territoire français serait totalement occupé et que le gouvernement français tomberait sous la dépendance de l'Allemagne et de l'Italie.

On peut donc dire que cet armistice serait non seulement une capitulation mais encore un asservissement.

Or, beaucoup de Français n'acceptent pas la capitulation ni la servitude pour des raisons qui s'appellent l'honneur, le bon sens, l'intérêt supérieur de la Patrie.

Je dis l'honneur, car la France s'est engagée à ne déposer les armes que d'accord avec ses alliés. Tant que ses alliés continuent la guerre, son gouvernement n'a pas le droit de se rendre à l'ennemi. Le gouvernement polonais, le gouvernement norvégien, le gouvernement hollandais, le gouvernement belge, le gouvernement luxembourgeois, quoique chassés de leur territoire, ont compris ainsi leur devoir.

Je dis le bon sens, car il est absurde de considérer la lutte comme perdue. Oui, nous avons subi une grande défaite. Un système militaire mauvais, les fautes commises dans la conduite des opérations, l'esprit d'abandon du gouvernement pendant ces derniers combats nous ont fait perdre la bataille de France. Mais il nous reste un vaste empire, une flotte intacte, beaucoup d'or. Il nous reste des alliés dont les ressources sont immenses, et qui dominent les mers. Il nous reste les gigantesques possibilités de l'industrie américaine. Les mêmes conditions de la guerre qui nous ont fait battre par 5 000 avions et 6 000 chars peuvent nous donner, demain, la victoire par 20 000 chars et 20 000 avions.

Je dis l'intérêt supérieur de la patrie car cette guerre n'est pas une guerre franco-allemande, qu'une bataille puisse décider. Cette guerre est une guerre mondiale. Nul ne peut prévoir si les peuples qui sont neutres, aujourd'hui, le resteront demain. Même les alliés de l'Allemagne resteront-ils toujours ses alliés ? Si les forces de la liberté triomphent finalement de celles de la servitude, quel serait le destin d'une France qui se serait soumise à l'ennemi ?

L'honneur, le bon sens, l'intérêt supérieur de la patrie commandent à tous les Français libres de continuer le combat là où ils seront et comme ils pourront. Il est, par conséquent, nécessaire de grouper partout où cela se peut une force française aussi grande que possible. Tout ce qui peut être réuni en fait d'éléments militaires français et de capacité française de production d'armement doit être organisé partout où il y en a. Moi, général De Gaulle, j'entreprends ici, en Angleterre, cette tâche nationale.

J'invite tous les militaires français des armées de terre, de mer et de l'air, j'invite les ingénieurs français spécialistes de l'armement qui se trouvent en territoire britannique ou qui pourraient y parvenir, à se réunir à moi.

J'invite les chefs, les soldats, les marins, les aviateurs des forces françaises de terre, de mer, de l'air, où qu'ils trouvent actuellement, à se mettre en rapport avec moi.

J'invite tous les Français qui veulent rester libres à m'écouter et à me suivre.

Vive la France libre dans l'honneur et dans l'indépendance !

L'illustre appel de l'Allié, c'est également l'affiche « A tous les Français » placardée sur les murs anglais dès le 3 août 1940, suite à la reconnaissance du général comme « chef des Français libres » par le gouvernement britannique. Elle reprend bon nombre des termes de l'appel du 18 Juin. Elle contribuera beaucoup à la diffusion de l'Appel à travers le monde.

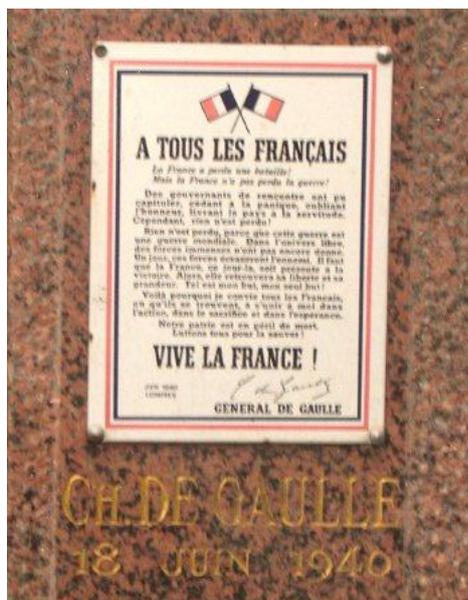
Le premier tirage de l'affiche est dû à un modeste artisan imprimeur londonien, Achille Olivier Fallek, 24 Seawell Road. Celui-ci se souvient d'avoir reçu le Général un soir de juin 1940, « les deux coudes appuyés sur le marbre, il a relu son texte avec une extraordinaire attention. Il a demandé qu'on force un peu les caractères du titre. Il avait l'air si grave et en même temps si calme... » Tirée à 1 000 exemplaires, l'affiche fit sur les murs de Grande-Bretagne une apparition d'abord discrète puis massive fin juillet, et à Londres début août 1940. Le quotidien britannique The Times en reproduira le texte. Dans une lettre du 12 août 1940, Charles de Gaulle écrivait à Jacques Sieyès à New York : « Parmi les documents que je vous fais envoyer pour alimenter votre propagande, vous trouverez une affiche du 30 juillet où je dis en particulier "la France a perdu une bataille, mais la France n'a pas perdu la guerre" ». Cette affiche a été apposée dans toutes les villes et les villages d'Angleterre, reproduite dans tous les journaux, et a eu du succès.

Le deuxième tirage est dû à l'imprimeur J. Weiner Ltd - London WCI. Tirée cette fois à 10 000 exemplaires, elle comporte exactement les mêmes caractéristiques typographiques que la première affiche de Fallek.

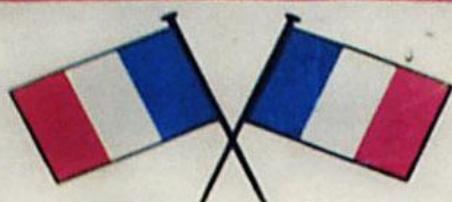
Le troisième tirage porte la mention "**imprimé en Grande Bretagne par Harrison et Sons Ltd**".

Ces trois tirages portent, en bas à gauche, la traduction en anglais.

Il existe de nombreuses autres versions de la plus célèbre affiche de la France Libre (tirages d'Afrique, d'Amérique du Sud, de France). La plus connue de toutes est celle qui ne comporte que le texte en français avec, en bas à gauche, la date (erronée) "18 juin 1940".



- En 1990, pour le cinquantième anniversaire, une plaque commémorative reproduisant l'affiche a été apposée dans toutes les Mairies de France.



A TOUS LES FRANÇAIS

La France a perdu une bataille!

Mais la France n'a pas perdu la guerre!

Des gouvernants de rencontre ont pu capituler, cédant à la panique, oubliant l'honneur, livrant le pays à la servitude. Cependant, rien n'est perdu!

Rien n'est perdu, parce que cette guerre est une guerre mondiale. Dans l'univers libre, des forces immenses n'ont pas encore donné. Un jour, ces forces écraseront l'ennemi. Il faut que la France, ce jour-la, soit présente à la victoire. Alors, elle retrouvera sa liberté et sa grandeur. Tel est mon but, mon seul but!

Voilà pourquoi je convie tous les Français, où qu'ils se trouvent, à s'unir à moi dans l'action, dans le sacrifice et dans l'espérance.

Notre patrie est en peril de mort.

Luttons tous pour la sauver!

VIVE LA FRANCE !



TO ALL FRENCHMEN ..

*France has lost a battle!
But France has not lost the war!*

I repeat: Government may have capitulated, France may be given, something however, following the example of Germany, 'the looking in law'.

Nothing is lost, because this war is a world war in the last instance, because today's fate will not pass through one year. Being that France will stand the test, all the French youth is present in the 'front'. She will then regain her liberty and her greatness.

There is no god, no only god!

There is only I and all France, wherever they may be, in union with the in action, in sacrifice and in love.

Our Country is in danger of death. Let us fight to save it.

LONG LIVE FRANCE!

J. de Gaulle
GENERAL DE GAULLE
"L'UNION SAUVET LA FRANCE"

J. de Gaulle
GÉNÉRAL DE GAULLE

**QUARTIER-GÉNÉRAL,
4, CARLTON GARDENS,
LONDON, S.W.1**

Ci-dessus l'affiche « A tous les Français », placardée sur les façades anglaises.

II. La Portée de l'Appel en France et à l'étranger.

A. Un Appel engagé en France ...

1. Les différentes missions des Français résistants



Les résistants de l'intérieur ainsi que les Français libres ont capitalement les mêmes buts et objectifs mais les choix ou les conjonctures qui ont établis leurs engagements sur des variétés d'assauts différents, qui les amènent dans un premier temps à avoir des réactions plutôt hostiles, et à exprimer de l'incompréhension et de la méfiance les uns envers les autres.

En effet, depuis l'Appel, les combats sur terre, sur mer ou dans les airs ne cessent pas. Ceux qui « obéissent » au Général de Gaulle ne se soucient pas des évolutions politiques, ils ont une totale confiance en de Gaulle qui est leur unique référence. Etant donné leur départ au combat en terres lointaines, ils n'ont qu'une vision partielle de l'avancée de la Résistance. Les liaisons entre la France et l'Angleterre sont difficiles en raison

de la stricte surveillance des côtes françaises et des interruptions des moyens de communication qui sont rigoureusement surveillés. De l'été à l'automne 1941, les nouvelles parvenant de France révèlent une multiplication des actes de résistance et une intensification de la répression allemande. La BBC s'en fait résonnance, en répliquant au discours de Pétain ou en dénonçant les exécutions d'otages.

Les voix françaises de la radio anglaise, notamment celle de De Gaulle, acquièrent peu à peu une audience toujours plus nombreuse, et, un impact sur les Français toujours plus grand.

La manifestation parisienne du 11 novembre 1940 qui est en partie inspirée par la France Libre, tout comme la campagne des « V » qui invitait les Français à tracer un « V » première lettre du mot Victoire associé à la croix de Lorraine, ont remportés de francs succès auprès de la population française, ce qui inquiète beaucoup l'occupant allemand comme le régime Vichyste. Cette manifestation qui rend hommage aux morts de la Grande Guerre, est en partie faite spontanément par des lycéens et des étudiants parisiens qui veulent également saluer la victoire du 11 novembre 1918. La police arrête les jeunes arborant une croix de Lorraine, emblème de la France libre. Durant la manifestation, une partie de la foule s'en prend à des collaborateurs et à des soldats allemands. En réponse, ceux-ci interdisent ou brouillent l'écoute de la BBC, saisissent tous les postes de radio et châtient durement les auditeurs imprudents qui sont pris



sur le fait, surtout après le bombardement de la flotte française par les Britanniques au début Juillet 1940.

Paradoxalement, en montrant De Gaulle comme le « Valet de l'ennemi anglais », les services de propagande allemands ou vichystes contribuent à la renommée de De Gaulle. A l'inverse des volontaires de la France Libre, qui, déclinant l'idée d'une défaite, répondent à l'appel du Général De Gaulle et s'engagent dans son armée, sans se poser de questions concernant l'individualité de leur chef qui les appelle au combat. De nombreux résistants s'interrogent tout de même sur les intentions et opinions politiques du Général. Dépourvus de moyens et d'expérience, ils doivent innover ou improviser la forme et les outils de leur bataille clandestine, mais ne sont pas prêts à se rallier à un militaire quasiment inconnu, suspecté de vouloir tirer profit de leur engagement et de leur obéissance sans contreparties. D'ailleurs, certaines personnes se disent Français Libre dans leurs publications clandestines sans même se réclamer de De Gaulle.

Dès Juillet 1940, des agents secrets de France Libre venant d'Angleterre arrivent clandestinement en France et permettent de faire évoluer les contacts entre les résistants de l'intérieur et de l'extérieur. Ainsi Gilbert Renault, Marc Duclos ou bien Honoré d'Estienne d'Orves créent et soutiennent les premiers réseaux de la France Libre et produisent des rapports précieux et rares, sur l'émergence d'une résistance organisée en France.



Article du Journal « Libération »
Mars 1943

En Octobre 1941, l'arrivée de Jean Moulin marque un nouveau tournant pour la



France. Ancien préfet, il rencontre rapidement le Général et lui expose la fondation de mouvements de résistance assez importants dans la zone Sud, qui veulent se joindre à lui. Face aux gouvernements alliés, De Gaulle doit prouver qu'il n'est pas seulement ce général qui déclare représenter la France ; il doit montrer qu'il a un soutien réel dans le pays. En conséquence, les relations et le rapprochement avec les mouvements résistants lui offre cette crédibilité. Les résistants de l'intérieur, eux, ont besoin de moyens et de soutien, pour accroître leur mouvement, ne pouvant venir que de l'extérieur ; De Gaulle peut donc les aider en faisant leur porte parole auprès des alliés. La création de Comité national français en septembre 1941, les missions d'Yvon Morand, en novembre 1941 puis de Jean Moulin en Janvier 1942 montrent la

détermination de la France Libre de se présenter en tant que dépositaire du pouvoir étatique de la France face aux Alliés (notamment les Etats Unis qui n'ont pas encore totalement rompu les liens avec la France Vichyste), et d'acquérir le soutien de la nation française incarnée par les mouvements de résistance.

En février 1942, est marqué un nouveau tournant, par l'arrivée à Londres de Christian Pineau, membre fondateur de Libération-Nord. C'est le premier responsable d'un mouvement à rencontrer De Gaulle. Cet entrevue aboutie notamment à la rédaction d'une « déclaration aux mouvements » que Pineau est chargé de ramener en France. Pour rassurer les résistants de l'intérieur quant aux objectifs politiques du Général De Gaulle, radio Londres et la presse clandestines diffusent le texte. Les principes démocratiques et républicains ainsi que la nécessité de transformer politiquement, économiquement et socialement la France libérée sont réaffirmés.

En juillet 1942, la naissance de la France Combattante est l'aboutissement d'un processus engagé depuis deux années. Par le changement de nom, la France Libre montre qu'elle n'est plus la seule à lutter contre l'ennemi et qu'elle reconnaît à la Résistance intérieure son rôle essentiel dans le combat pour la libération nationale. Les organisations de résistance s'approprient rapidement le nom et proclament les unes après les autres leur ralliement à la France Combattante et à son chef, le Général De Gaulle, comme l'ont fait les Français libres dès l'été 1940. Le ralliement des syndicats puis des partis politiques clandestins contribuent à faire de De Gaulle, le représentant d'une France en guerre aux côtés des Alliés. Le 20 mars 1943, Jean Moulin part en France, avec le rang de commissaire du CNF et les pleins pouvoirs pour former un conseil de la Résistance unifiant les différents mouvements de la Résistance, ainsi que les partis politiques et les syndicats qui sont engagés pour la lutte contre les Allemands et le régime de Vichy.

Les efforts aboutissent enfin le 15 mai 1943 à la formation du CNR, dirigé par le Général De Gaulle, qui devient alors le seul chef légitime de la réussite de sa mission. Le compte rendu des opérations arrive clandestinement en l'Angleterre le soir du 14 mai par les télégrammes de Jean Moulin datés eux du 8 mai 1943

Point Biographique : Jean Moulin

Commençant à résister le 17 Juin 1940 lorsqu'il refuse de signer un document établi par les militaires allemands, accusant à tort des troupes sénégalaises de l'armée française, de massacres sur les civiles. Alors qu'il est emprisonné, il tente de se suicider en se tranchant la gorge. Le 2 novembre, il est révoqué par le gouvernement de Vichy et décide de s'installer dans le Sud. Il prend contact avec les premiers noyaux de la Résistance et rejoint Londres en Octobre 1941 pour se rallier au Général de Gaulle. Il est chargé d'unifier la Résistance et de créer l'Armée secrète. Il est le fondateur et le premier président du conseil national de la Résistance. Il est arrêté le 21 Juin 1943 et meurt torturé, mais sans livrer de secret, dans le train le conduisant vers l'Allemagne. Ses cendres sont transférées au Panthéon en 1964.

2. La mission du CNR

Les membres du CNR qui sont réunis « quelque part en France » se retrouvent le 27 mai 1943 dans un appartement du VI^{ème} arrondissement de Paris. Les signataires représentent trois ensembles : les mouvements de résistance, les principaux partis républicains d'avant-guerre et enfin les deux confédérations syndicales dissoutes par Vichy depuis automne 1940. Les présents votent à « l'unanimité » le texte de la motion ensuite adressé à Londres. Le texte met en avant la légitimité du Général De Gaulle, en invoquant explicitement l'Appel du 18 Juin 1940. On prouve ainsi, l'importance du choix politique qu'il a accompli au moment de la défaite militaire du 2 Juin 1940. Il est alors reconnu comme symbole aux yeux des mouvements de résistance et d'une partie croissante de l'opinion. La formation du CNR s'intègre et prend sens au printemps 1943 lorsque des discussions entre le Chef de la France Combattante et les autorités d'Alger, afin d'unir leur force sous une autorité commune commencent.

B. Un Appel entendu et soutenu à l'étranger ...

1. Les démarches « administratives » de la reconnaissance des puissances alliées.

D'autres gouvernements alliés suivent la même démarche que le Chef de la France Combattante. Ainsi, le 24 septembre 1941, l'Union Soviétique, après son entrée en guerre, reconnaît le chef des Français libres et le 28 septembre suivant, il reconnaît également le CNF. A la suite du débarquement anglo-américain en Afrique du Nord du 8 novembre 1942, un comité français de la Libération nationale (CFLN) est formé en Juin 1943 sous la présidence collégiale du Général De Gaulle et Général Giraud, commandant en chef civil et militaire de l'Afrique de Nord, pour unifier le CNF et les autorités d'Alger. Le Général De Gaulle assume seul la présidence du CFLN dès le 9 novembre 1943. Enfin, le 2 Juin 1944, le CFLN prend le nom de Gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Les Etats Unis, le Royaume Uni et l'Union soviétique, qui sont les trois grands, reconnaissent officiellement le CFLN le 26 Août 1943 et le GPRF le 23 octobre 1944.

2. Les conséquences de cette alliance.

L'une des nombreuses conséquences de cette reconnaissance est le réarmement de l'armée d'Afrique et des Forces françaises libres, unifiés sous l'autorité du CFLN à partir du 1^{er} Août 1943, avec du matériel américain. Equipé de neuf, un corps expéditionnaire sous les ordres du Général Juin est engagé de Février à Juin 1944 sur le front italien, où il participe à la bataille du Monte Cassino et à la prise de Rome. Puis, en Août 1944, l'armée du Général De Lattre débarque en Provence. Au même moment, la deuxième Division Blindée (DB) du Général Leclerc, entre en ligne dans la bataille de Normandie. Ces troupes prennent part

à la libération de Paris et de Strasbourg puis à la bataille d'Allemagne. Au soir du 7 mai 1945, le Général Sevez, adjoint du Général Juin, chef d'état-major de la défense nationale, signe la reddition allemande à Reims. L'acte de capitulation est signé par le Général De Lattre à Berlin le 8 mai. Puis le Général Leclerc signe la capitulation japonaise le 2 septembre 1945.

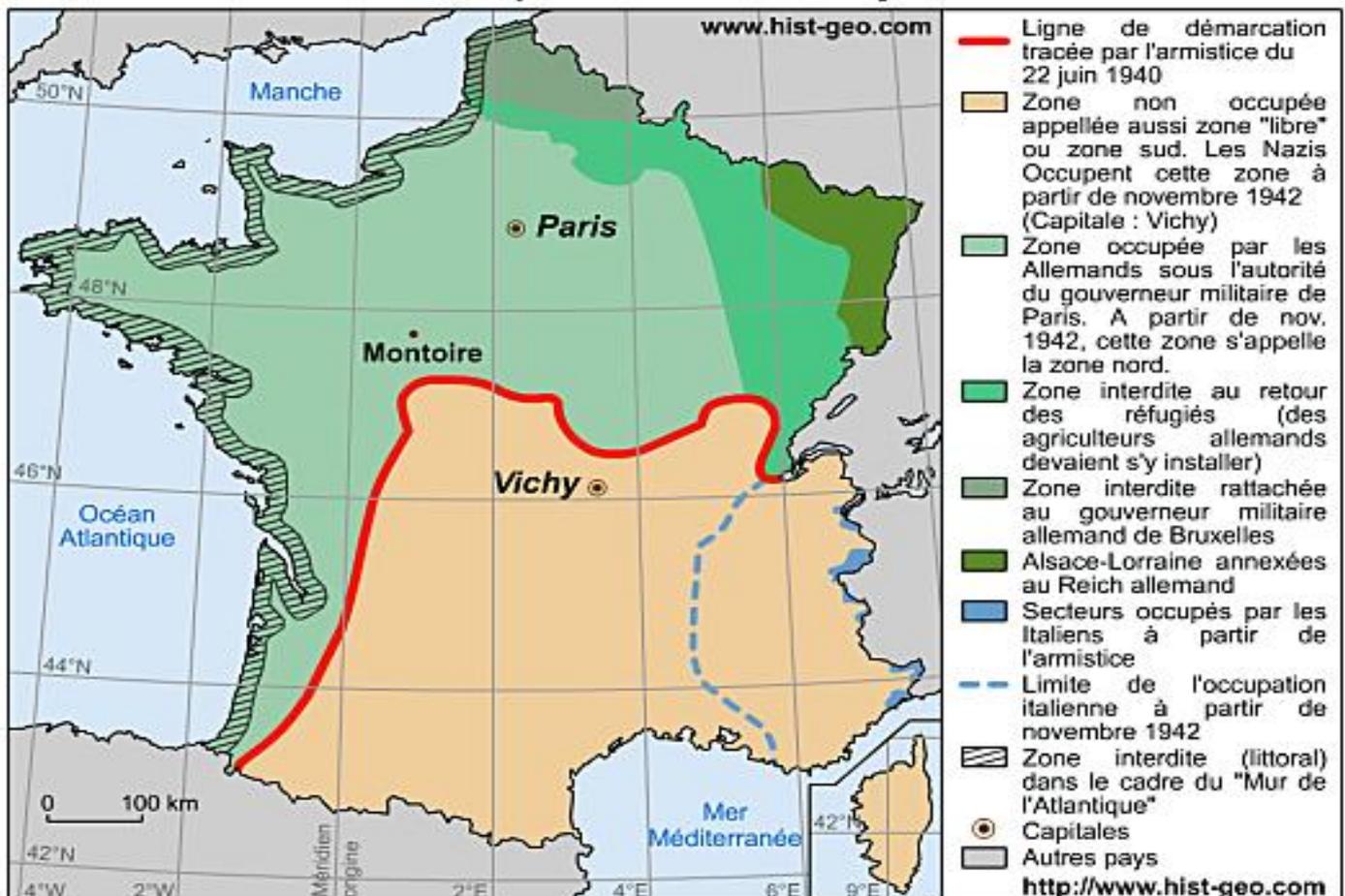
3. La conclusion de ce combat Allié.

Dans ce mouvement de reconnaissance, la participation au combat des Forces françaises libres - en particulier à Bir Hakeim – a joué un rôle réel, de même que le rapprochement entre la France Libre et la Résistance Intérieure unifiée au sein du CNR. Toutefois, il faut également citer les comités de la France Libre qui se sont organisés dans le monde entier, et singulièrement sur le continent américain, à partir de Juin 1940. Ils ont suscité, par un effort de promotion, l'adhésion des opinions publiques et favorisé la reconnaissance par les gouvernements, du mouvement lancé par le Général De Gaulle. Comités nationaux ou locaux, groupements professionnels ou comités d'entraide affiliés, ils sont près de 500 à la mi-1942 et ont pour nom : « France Forever » aux Etats Unis, « Comité de la France Libre » au Brésil, au Mexique, au Canada, en Argentine ou au Pérou, « Comité national français » en Colombie ou en Egypte.



III. Réaction et engagements de la France

La France après l'armistice du 22 juin 1940



A. Qui sont les engagés ?

On évalue approximativement à 53 000 le nombre de ceux qui ont signé un engagement dans les Forces françaises libres entre le 18 Juin 1940 et le 1^{er} Août 1943, parmi lesquels les 26 000 engagés non-coloniaux. Les engagements dans les FFL ont eu lieu par vagues successives entrecoupées de creux : la 1^{ère} en Juin-Septembre 1940, après l'Appel du 18 Juin, la 2^{nde} à l'été 1941 après la campagne de Syrie, parmi les troupes de l'armée du Levant, la 2^{ème} après le débarquement allié en Afrique du Nord de Novembre 1942, avec une forte proportion d'évadés de France.

Les engagés européens sont essentiellement des hommes, à 96%, les contraintes matérielles, sociales et culturelles ne favorisant pas une présence féminine réellement significative. De même, il s'agit surtout de jeunes gens. L'âge moyen d'engagement est établi à 22 ans. Plus de la moitié des engagés sont nés entre 1919 et 1923, 40% ont moins de 21, 5% ont même moins de 17 ans. En revanche, les plus de 30 ans sont à peine 12% et seulement 3% sont nés avant 1900. La disponibilité les distingue également. 83% ne sont pas mariés au moment de l'engagement et 91% sont sans enfants. Par ailleurs, plus du quart des volontaires ne sont pas encore entrés dans la vie active, 22% étant encore lycéens ou étudiants. En outre, il s'agit davantage de cadets ou de benjamins, issus de familles relativement nombreuses dans un pays alors marqué par la faiblesse de sa natalité, que d'aînés déjà installés dans la vie, et 21% ont perdu au moins un parent. Pour ceux, plus âgés, qui sont déjà installés dans la vie active, il faut noter la forte proportion de militaires, un peu plus du tiers des volontaires français, et de ceux dont l'activité est liée à la mer.

Les origines sociales montre une sous représentation des fils d'agriculteurs et d'ouvrier (respectivement 11 et 15% des engagés, alors que ces deux catégories sociales forment 60% de la population active en 1936), une représentation normale des fils d'employés et des travailleurs indépendants (23% chacun) et une surreprésentation des catégories supérieures : cadres supérieurs du privé ou de la fonction publique, profession libérale (16% des volontaires, contre moins d'1% dans la population). De la même façon, le niveau scolaire des engagés est supérieur à la moyenne nationale. Ainsi, 45% des volontaires ont le baccalauréat ou prépare le diplôme au moment de leur engagement, à une époque où moins de 7% d'une classe d'âge l'obtient et où la France compte moins de 100 000 étudiants. Si l'on affine, 17% des engagés sont des étudiants et même 7% sont des élèves des Grandes Ecoles, même s'il s'agit essentiellement de Grandes Ecoles militaires ou scientifiques.



B. Quelles sont les origines des engagés ?

Les contraintes matérielles pèsent lourdement sur l'origine géographique des engagés. Pour des raisons de facilités, les habitants de la façade Atlantique sont surreprésentés, et plus encore les Bretons (41% des engagés dans le 1^{er} cas, 26% dans l'autre). Avec 16% des engagés, la région parisienne fournit un effectif moyen correspondant à son poids démographique. En revanche, l'Est, le Nord, Le Midi et le Centre sont sous-représentés. Autre caractéristique, 71% sont des Français engagés, viennent de la Zone Occupée, contre 13% de l'Empire et seulement 10% de la Zone Libre. Les familles françaises installées à l'étranger fournissent également un important contingent d'engagés par rapport à leur poids démographique. Saisissant durant l'été 1940, ce contraste géographique s'atténue ensuite, seuls la Provence et le Languedoc restant sous-représentés en 1941-1943.

L'explication qui revient le plus souvent pour justifier l'engagement dans les FFL, dans une jeunesse élevée dans le souvenir de la Première Guerre Mondiale et le culte des ses héros, c'est un refus de la défaite et de l'armistice. Outre ce patriotisme, viscérale chez une jeunesse dans l'ensemble peu ou pas politisé, le goût de l'aventure et l'inconscience des 20 ans ont pu jouer dans leur décision. La motivation politique ou idéologique fonctionnelle, aussi bien pour les Juifs que pour les anciens des Brigades internationales en Espagne. Pour 13% d'entre eux, les effets d'entraînement ont été déterminants, qu'il s'agisse du ralliement du territoire ou de l'engagement d'un ami.

L'engagement dans les FFL signifie une rupture avec l'ordre légal incarné par l'Etat français de Vichy, mais aussi avec l'univers quotidien, une famille, un emploi, des études et ce afin de rejoindre un pays dont un grand nombre ignore presque tout, pour une durée inconnue. Il implique la condamnation par contumace, l'emprisonnement, voir la mort en cas de capture et de possible représailles à l'encontre des proches. L'acte lui-même n'est pas sans danger. Non seulement des volontaires ont pu se tuer en cherchant à rallier la France Libre, mais certains ont été délibérément abattus lors de leur tentative ou exécutés par l'ennemi après avoir été fait prisonniers. Enfin, les dangers du combat ne sont pas négligeables pour les volontaires avec des pertes qui, en Juillet 1943, s'élèvent à environ 1 homme sur 10.

C. Des civils engagés pour la France.

A partir de Juin 1940, arrivent de France quelques centaines de volontaires, qui refusant la défaite se sont embarqués à bord des derniers bateaux en partance pour l'Angleterre. C'est le cas de ces deux amis qui font 600 kilomètres à vélo pour gagner Brest. C'est le cas également de Maurice Schumann ou de René Cassain, à la fin de Juin 1940 présents sur l'un des bateaux affrétés pour rembarquer les troupes polonaises aux Pays-Basque. C'est le cas aussi de la plupart des pêcheurs de l'île de Sein ralliés en Juillet 1940. D'autre usent de

moyens de fortune pour rejoindre l'Angleterre au prix de grands risques comme ces deux frères qui traversent la Manche à la godille ou ces cinq garçons qui partent en canoë. A partir de novembre 1940, la surveillance des côtes par les Allemands rend ces tentatives de plus en plus difficiles. Ces premiers engagés sont rejoints par des volontaires venus du monde entier, grâce à l'incitation des comités de la France Libre. Aux Antilles, 3 000 « dissidents » fuient le régime pro-vichyste à bord d'embarcations de fortune entre Juillet 1940 et Juillet 1943 ; ils forment le Bataillon des Antilles en Janvier 1943. De même des milliers d'évadés passent par l'Espagne, pour rejoindre l'Afrique du Nord notamment après le débarquement alliés de Novembre 1942 et certains d'entre eux s'engagent dans les Forces françaises libres en 1943.

Certains civils s'engageant comme leurs parents s'étaient engagés dans la Première Guerre Mondiale. C'est le cas d'Eve Curie, qui s'engage dans la France Libre, propose sa plume et sa voix dans la presse, à la radio et pour des conférences. C'est également le cas d'un jeune homme de 15 ans : Pierre Léostic qui s'engage en tant que parachutiste.

D. Des militaires qui honorent leur Patrie.

Rares sont les officiers qui entraînent dès 1940 leur compagnie et leur batterie à rejoindre la France Libre. Toutefois, quelque uns l'ont fait.

En Angleterre, le 30 Juin 1940, Parmi les troupes qui ont combattues en Norvège, 900 hommes de la demi-brigade de légion étrangère (13^{ème} DBLE), commandés par le lieutenant colonel Magrin-Vernerey, et 60 chasseurs alpins font le choix de reprendre le combat. Il en est de même pour des éléments d'une compagnie de chars de combat, des sapeurs, des artilleurs et des marins qui constitueront le premier Bataillon des fusiliers marins.

Au Moyen-Orient, 350 « rebelles » d'un bataillon cantonné à Chypre, emmené par le Capitaine Lorotte, passent en Egypte Britannique. Avec les 120 hommes du Capitaine Folliot, qui ont quitté le Liban le 27 Juin, ils constituent le premier bataillon d'infanterie de marine. Ils sont rejoints par des légionnaires du 6^{ème} régiment étranger d'infanteries. Des marins de l'escadre française d'Alexandrie et des spahis marocains sous les ordres du Capitaine Jourdier. En haute volta (Burkina Fasso), une batterie d'artillerie commandée par le Capitaine Laurent-Champrosay passe en Gold Coast (Ghana).

En Tunisie, le 24 Juin, le sous-marin Narval, sous les ordres du Commandant Drogou, quitte son port d'attache de Sousse avec la majorité de l'équipage, à destination de Malte.

Plusieurs officiers rallient individuellement. Capturés pendant la bataille de France, le Capitaine de Hauteclocque parvient à s'échapper le 17 Juin et rejoint Londres, où il s'engage sous le nom de Leclerc. Chef d'état-major du Commandant en Chef des Forces françaises au Levant, le colonel de Larminat tente en vain de maintenir ses troupes dans la guerre. Désavoué par son supérieur et mis aux arrêts, il s'évade le 27 Juin et passe en Palestine. Parmi les officiers généraux, seul le Général Catroux, le Général Legentilhomme, l'Amiral Muselier et le médecin général Sicé font le choix de la France Libre.

Des centaines de volontaires traversent la Manche comme les 110 élèves de l'école de pilotage du Mans, commandés par le Lieutenant de réserve d'aviation Pinot, ancien combattant de 14-18, qui partent le soir du 18 Juin 1940, de Douarnenez à bord du langoustier Tréboulste en direction de Falmouth. 18 sous officiers de l'école de radio-navigant de Saint Jean d'Angély s'envole pour l'Angleterre à bord d'un Farman-220 avec leur chef, le Capitaine Georges Goumin. D'autres embarquent avec les troupes polonaises au Pays Basque ou au Maroc, comme Romain Gary et Henry Bouquillard, ou s'envole d'Afrique du Nord en direction de Gibraltar, comme René Mouchotte, François Fayolle et Henry Lafont. Certains viennent de plus loin, comme le chef de bataillon Brosset, qui s'engage à Bogota, en Colombie, dès le 27 Juin 1940, le Colonel Valin, en poste à la mission militaire française au Brésil quand il annonce son ralliement par télégramme le 9 novembre 1940, ou le Capitaine Pouyade, évadé, en Octobre 1942, d'Indochine, occupée par les Japonais.

E. La 13^{ème} Brigade de la légion étrangère

De retour de Norvège, où elle s'est victorieusement opposée aux forces allemandes, en mai 1940, la 13^{ème} demi-brigade de légion étrangère est acheminée en Bretagne, à la mi-juin en vue de constituer un réduit breton face à l'invasion allemande. Trois jours après le 18 juin 1940, elle parvient à rembarquer et rejoint l'Ecosse dans la région de Trentham Park. Les rescapés n'ont pas entendu l'Appel du 18 juin. Les plus avertis n'en entendent parler que les jours suivants dans la presse britannique ou par ouï-dire. Adhérant à cet appel, le Capitaine Koenig convainc le Lieutenant-colonel Magrin-Vernerey de se rendre à Londres où il a un entretien avec le Général De Gaulle. Suite, à cet entretien, sur 1 619 légionnaires, 900 rallierons la France, les autres rejoindrons le Maroc.

F. La France Libre : le Ralliement de plusieurs terres

L'action la plus décisive se déroule en Afrique. Le 26 Août 1940, Félix Eboué annonce l'adhésion du Tchad à la France Libre. Lors des « Trois Glorieuses de l'Empire » (26,27 et 28 Août) le Général de Gaulle prend une décision qui rallie la quasi-totalité de l'Afrique équatoriale française. Le suit de près la République Centrafricaine, le Cameroun et le Congo. Fin Décembre 1940, la France compte un effectif de 35 000 Hommes engagés sur les fronts. Leclerc réussit également à rallier le Gabon, le 9 novembre 1940, l'oasis de Koufra en Mars 1941. Après l'Afrique équatoriale, suivent les Etablissements français de l'Océanie le 2 Septembre 1940, les établissements français de l'Inde le 7 Septembre et la Nouvelle Calédonie le 19 Septembre. En Juin-juillet 1941, une intervention conjointe des forces britanniques et des FFL met les territoires du Levant sous le contrôle de la France Libre. Une flotte sous le contrôle de l'Amiral Muselier entraîne le ralliement de l'archipel de St-Pierre-et-Miquelon le 24 décembre 1941. Elle obtient également le ralliement de l'Archipel de Wallis et Futuna le 2 mai 1942, l'île de la Réunion le 28 novembre 1942, l'île de Madagascar le 14

décembre 1942, Djibouti le 28 Décembre 1942, la Guyane le 16 Mars 1943 et les Antilles le 3 Juillet 1943. La France Libre prend officiellement le nom de France Combattante en 1942-1943.

G. Les réseaux de la France Libre.

L'armée allemande qui contrôle dorénavant les côtes française de la Manche et de l'Atlantique, menace l'Angleterre d'une invasion. Pour remédier à cela, les responsables de l'intelligence service prennent contact, à la demande de Winston Churchill, avec le Général De Gaulle et le Capitaine Dewarin pour organiser l'envoi en France de Français libres afin d'obtenir des informations sur le dispositif et les plans allemands. Dès Juillet, Hubert Moreau et Jacques Mansion effectue des missions et rapportent les cartes du dispositif allemand dans la péninsule.

Puis, c'est Gilbert Renault, plus connu sous le pseudonyme de Rémy, qui va créer en Novembre, sans doute le plus grand et le plus actif réseau opérant en France.



